

Manifestation à l'occasion du premier débat français des chefs de la campagne électorale fédérale

Une bonne atmosphère mais peu de monde

Photos à :

<https://plus.google.com/photos/116366727671854200972/albums/6198247052437019009>

N'eut été un bon groupe bilingue de jeunes écologistes contre le pétrole bitumineux et contre les oléoducs, venu en cortège et accompagné d'un groupe d'autochtones, cette manifestation d'environ 200 personnes aurait manqué de tonus face à autant de personnes membres des différents partis venus encourager leurs chefs respectifs de l'autre côté de la rue. Un tract distribué largement signé de [Étudiant-e-s contre les oléoducs \(ÉCO\)](#) dont est membres plusieurs associations étudiants universitaires et de cégeps (voir le site), invitait à une manifestation, avec l'appui d'Alternatives, de Coalition Vigilance Oléoducs, Mur des femmes contre les oléoducs, Greenpeace Québec et Justice Climat Montréal, pour le samedi 10 octobre à midi au coin René Lévesque et Peel (métro Bonaventure) pour dire « Non aux oléoducs Énergie est et Ligne B ».

Par contre, on remarquait l'absence des organisations nationales connues du mouvement environnementaliste québécois, ce qui est étonnant étant donné le débat sur le pétrole sale. Sauf une délégation du syndicat des marins venue montrer leur opposition à l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE, le mouvement syndical était aussi absent. L'était aussi le mouvement étudiant. Par le fait même, on ne voyait pas d'affiches concernant la question cruciale, étant donné la lutte contre l'austérité et celle appariée de la convention collective du secteur public, des transferts fédéraux pour la santé et l'éducation¹. Étaient présents de petites délégations du mouvement populaire sur les questions des femmes, du logement, du chômage et de solidarité internationale. Quelques petites organisations politiques étaient aussi sur place distribuant des tracts, mais non Québec solidaire.

Marc Bonhomme, 25 septembre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

¹ « D'entrée de jeu, les chefs se sont affrontés sur un sujet peu abordé depuis le début de la campagne électorale : le système de santé : " Au départ, le fédéral payait 50 % en paiements de transfert pour la santé. C'est rendu à 22 %, on s'en va à 18 %." — Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois

Gilles Duceppe a-t-il raison? Vérification faite : oui. Lors de la mise en place du Programme universel de santé, en 1966, le fédéral et les provinces se partageaient les dépenses moitié-moitié. Au fil des ans, la part d'Ottawa a diminué. Le directeur parlementaire du budget estime que la part du fédéral passera de 20 % en 2013 à 18 % d'ici une décennie. » (Radio-Canada, [Le débat des chefs en français : qui dit vrai? L'épreuve des faits](#), 24/09/15

Il est aberrant que le mouvement de lutte contre l'austérité, en particulier le mouvement syndical, laisse à l'allié du PQ, tout aussi champion des coupures que les Libéraux et le gouvernement fédéral, le terrain de la dénonciation anti-sociale d'Ottawa. Cette dénonciation, surtout si elle avait été accompagnée d'une astucieuse consigne de vote menaçant par exemple d'appeler à ne pas voter pour les partis qui ne garantissant pas de rétablir la part fédérale au tiers d'ici la fin d'un premier mandat, aurait créé une synergie entre la campagne contre l'austérité et celle électorale, synergie en ce moment complètement absente.